



# IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

# -30%

sur la  
valeur en douane  
**DES VÉHICULES**  
DE PLUS DE 5 ANS D'ÂGE

JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2022

NUMÉRO VERT  
8201

POUR TOUTES INFORMATIONS  
+228 90 99 41 01



FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

## DOSSIER

# Climat et développement, l'engagement de la BOAD

Pp. 5-6



## SOMMAIRE

ENVIRONNEMENT : P.2

« Ma patrie c'est la ville durable » : plaidoyer pour le développement de villes durables en Afrique.



Faire réellement de la COP27, la COP de l'Afrique

P.4

## PUBLI-REPORTAGE

InterGlobe Conseils, un hub d'experts.

P.3



- Marketing diplomatique
- Recommandations politiques et géopolitiques
- Coordination de coopérations décentralisées et internationales
- Communication politique et stratégique
- Management de projet, évaluation des politiques publiques, accompagnement en développement international

www.interglobaconsells.org  
direction@interglobaconsells.org

# L'ACTUALITÉ NE S'ARRÊTE JAMAIS



republicoftogo.com

# « Ma patrie c'est la ville durable » : plaidoyer pour le développement de villes durables en Afrique.



« **Ma patrie c'est la ville durable** » est une initiative de l'association **Construire pour demain**. Il s'agit d'un plaidoyer qui vise la promotion de la ville durable en Afrique.

Réalisé à travers le Collectif Afrique Ville Durable, mis en place par l'association, cet acte d'engagement a mobilisé la participation de cent personnes dont 99 physiques et une morale, dans le seul et unique but de proposer au monde l'idée d'une Afrique des villes durables fondée sur la prise de conscience citoyenne.

En effet, les cent signataires de ce plaidoyer ont dressé un bilan des enjeux et défis de l'urbanisation en contexte africain et relevé les conséquences qui en découlent notamment aux plans de l'habitat et des infrastructures, du logement, du foncier, de l'urbanisme et de l'aménagement. Ces faiblesses ont spécifiquement été expliquées dans un contexte où elles représentent un risque rehaussé par la menace du changement climatique, laquelle pose elle-même de nombreuses questions migratoires, sécuritaires et de résilience.

De fait, il a été relevé la nécessité de revenir à des fondamentaux d'état d'esprit pour induire à l'échelle locale la génération de modèles urbains d'un type

nouveaux, fondés sur les réalités des territoires et totalement en phase avec les nécessités d'un développement cohérent vis-à-vis des enjeux mondiaux. A cet égard, l'importance d'un changement profond des habitudes, de la promotion de l'habitat durable et des matériaux locaux, de la gestion efficace des déchets, du numérique responsable et de la décentralisation efficace a été relevée comme impérative pour marquer un tournant nécessaire afin de faire de l'Afrique un continent engagé et actif dans la lutte contre les changements climatiques.

Un point d'honneur a ainsi été mis en avant avec l'urgence sine qua non d'associer l'action citoyenne collective à ce qui s'apparente à un mouvement d'ensemble censé impulser une dynamique de rupture avec les schémas comportementaux et opérationnels qui ont montré leur limite. Ainsi et partant du principe que la ville se réduit au dernier de ses habitants, tout en postulant que la ville est un tout et qu'elle est partout à portée de main ; le plaidoyer a promu l'action individuelle comme étant essentielle à l'action collective. De fait, il a postulé que l'humain, prenant conscience de son rôle pour un monde plus vertueux et plus durable, se décidant d'agir au plus près, sur sa ville, devrait en être animé d'une idée supérieure qui rehausse avant tout

son sentiment d'appartenance : la patrie. Ainsi l'engagement souhaité pour tous et chacun, au profit de villes meilleures en Afrique, parce que plus durables, prend son sens dans l'idée de la ville-patrie qui appelle l'action de tous. Ma patrie c'est la ville durable devient ainsi, un symbole, une revendication et une invite à faire chaque jour sa part pour

une ville plus durable et pour un lendemain meilleur. Chose marquante, le plaidoyer a mobilisé en tout, 100 signataires, 22 nationalités, 5 maires, 41% d'ingénieurs, 34% de femmes et 89% d'Africains de divers secteurs d'activité. Cette diversité qui raconte toute ville, lieu de mélange et de vie a été voulue comme une marque de la mixité sociale chère à la ville durable. La préface de ce document-guide est proposée par le Dr Vincent KITIO, Architecte et Directeur de l'unité Energie Urbaine de l'ONU Habitat, et la postface rédigée par M. Pékéyibessou LIMAZIE, Architecte-Urbaniste et Président de l'Ordre National des Architectes du Togo. Introduit dans son contexte par M. Beaugrain Doumoungue, Président de Construire pour

demain et initiateur du projet, le plaidoyer se veut devenir un outil de référence en matière de sensibilisation à destination des décideurs et du grand public pour faire entendre dans le monde, la voix de jeunes et moins jeunes d'Afrique et d'ailleurs, unis dans un désir commun de villes durables. La publication officielle du plaidoyer est annoncée pour le 14 novembre 2022 pour prolonger au-delà du mois d'octobre le sujet des villes et contribuer à le recentrer davantage dans le débat public autour des questions bâties et urbaines en Afrique.

Association Construire pour  
demain

[www.construirepourdemain.org](http://www.construirepourdemain.org)

## ENTRETIEN AVEC

# Beaugrain Doumoungue

## Président de l'Association « Construire pour demain »



### Imagine Demain : Pourquoi avoir initié le plaidoyer « Ma patrie c'est la ville durable » ?

Beaugrain Doumoungue : L'Afrique se trouve aujourd'hui au carrefour de multiples mutations, une période charnière pour son devenir. Partant du constat de multiples défis qui restent à relever aux plans de l'urbanisme et de l'habitat, du foncier et du logement, de la mobilité et de l'assainissement, de la gouvernance urbaine et de l'incivisme, des fractures sociales et de l'inaction citoyenne, etc. ; nous avons jugé qu'il était temps de tirer la sonnette d'alarme face à une menace cli-

matique grandissante.

### En quoi est-ce utile d'associer la notion de patrie à celle de ville durable ?

Quand l'engagement citoyen est mis en cause, parce qu'il s'agit véritablement du déterminant premier de l'action, qui en est le corollaire, il faut puiser dans l'essence fondamentale qui le génère. La patrie a ceci de particulier qu'elle représente une figure rassembleuse, en elle gît un fond de valeurs et elle hisse. Nous avons postulé que le citoyen qui verrait, ne fût qu'en substance, sa patrie dans l'espace qui l'entoure, trouverait

une mission dans la nécessité de faire de cet espace une ville durable.

### N'est-ce pas grandiloquent de plaider à cent ?

Nous n'habitons malheureusement pas un monde idéal et la perception qu'à cent nous partageons, de ce que sont nos enjeux véritables en Afrique, omniprésents et rois dans un univers balbutiant d'engagement, légitime à nos yeux cette nécessité. A la fois parce qu'on se fait mieux entendre à cent

(Suite à la page 3)

# InterGlobe Conseils, un hub d'experts.

**S**écialisé en expertise géopolitique et communication stratégique, le cabinet-conseil est né en novembre 2009 en tant que micro-entreprise. Mais avant, InterGlobe Conseils était davantage un blog politique et diplomatique sur lequel il était question de relations internationales et des pouvoirs politiques africains. Il est né de la volonté de proposer une expertise privée sur des sujets publics et internationaux pour le compte d'institutions nationales et internationales, qu'elles soient économiques, sociales, stratégiques.

Le cabinet-conseil est également spécialisé en accompagnement en coopération internationale des collectivités locales et territoriales. A cet effet, il travaille depuis trois ans avec trois communes afrodescendantes sur la mémoire de l'esclavage et l'autonomie économique des femmes. Les clients du cabinet sont donc des mairies, des ministères, des ambassades, des instituts supérieurs de formation, des écoles militaires en Afrique et dans le monde. InterGlobe Conseils, bien que définissant le tropisme de ses actions en Afrique, travaille également sur d'autres aires du monde (Caraïbes, Europe, Amérique, Chine et Hong Kong...).

InterGlobe Conseils est un des pionniers dans son domaine en France et jouit d'une reconnaissance et crédibilité qui lui permet d'être régulièrement sollicité pour des conférences internationales, des missions pointues sur le continent africain pour des formations en communication stratégique et géopolitique de la sécurité et prévention des crises et conflits sur le continent africain.

Le cabinet-conseil a également été souvent invité sur les médias comme BFM, M6, France Info TV, Russia Today France, LCI-TF1, la télévision nationale et publique du Bénin, des journaux africains, des radios sénégalaises, nigériennes, etc.

Implanté en Afrique de l'Ouest au Bénin, Sénégal, Cameroun et en Côte d'Ivoire, InterGlobe Conseils mène depuis trois ans un programme de compétences en faveur d'étudiants et chercheurs de ces quatre pays. L'équipe du cabinet est composée d'analystes, de consultants associés et de partenariats d'action. Elle accueille des stagiaires sur des missions de professionnalisation aux métiers d'analystes-veilleurs en géopolitique ou de communicants politiques.



**INTERGLOBE CONSEILS**

## NOS MISSIONS

InterGlobe Conseils, le hub d'experts qui connecte le monde à l'Afrique.

- **Marketing diplomatique**
- **Recommandations politiques et géopolitiques**
- **Coordination de coopérations décentralisées et internationales**
- **Communication politique et stratégique**
- **Management de projet, évaluation des politiques publiques, accompagnement en développement international**

[www.interglobeconseils.org](http://www.interglobeconseils.org)  
[direction@interglobeconseils.org](mailto:direction@interglobeconseils.org)

## SUITE DE L'ENTRETIEN AVEC BEAUGRAIN DOUMONGUE

qu'à dix, mais également pour l'exemple : les enjeux urbains africains nous imposent de faire foule.

### Quels objectifs visez-vous avec ce projet ?

Les objectifs sont aussi multiples que les cibles peuvent l'être. Il est d'abord question pour nous de faire entendre aux décideurs et au grand pu-

blic que le XXI<sup>e</sup> siècle est celui des villes, autant que le XX<sup>e</sup> siècle était un siècle d'Etats-nations. Nous entendons ensuite les sensibiliser à la nécessité de réinventer l'avenir urbain en Afrique par le truchement des habitants eux-mêmes. Nous voulons enfin projeter l'idée d'une Afrique des villes pour tous plutôt que d'un urbain dualiste, de l'exode urbain plutôt que de l'exode rural, d'une

urbanisation maîtrisée plutôt qu'anarchique, d'un étalement urbain planifié plutôt qu'auto-évolutif, d'un foncier sécurisé plutôt qu'insécure, d'un acte de construire décarboné plutôt qu'insensible à ses impacts, etc.

### Croyez-vous que le continent soit prêt à sauter le pas des villes durables ?

Personnellement j'en doute, parce qu'un indécrottable point de décrochement subsiste dans le fait que la masse critique reste le premier défi de nos initiatives, d'où l'idée du groupe. Alors est-ce que l'Afrique est écologiquement mal partie ? Je ne crois pas. Mais au fond, que l'Afrique soit prête ou pas n'est pas la question. La vraie question interroge l'action de ceux qui pense qu'on peut

mieux pour aller plus loin. C'est à cela que nous nous attelons en sachant qu'un effet boule de neige est toujours possible. La sensibilisation a besoin de couleurs, et le chantier assez inexploré du plaidoyer nous offre l'opportunité d'apporter nos meilleures teintures.

*Propos recueillis par  
Joseph Mensah-Boboe*

# Faire réellement de la COP27, la COP de l'Afrique

Par Sophonie Koboude, Essayiste, Directeur Général du think tank L'Afrique des Idées

“Notre maison brûle” avait dit Jacques Chirac, ancien président de la République française, au Sommet de la Terre le 2 septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud. La bonne nouvelle est que “nous ne regardons plus ailleurs”. Une prise de conscience au niveau international est en cours depuis trois décennies à travers une pléthore de déclarations et accords internationaux. Du premier rapport du club de Rome en 1972, Les limites de la croissance - qui a attiré l'attention sur le conflit inhérent à une croissance démographique - à la COP21, accord international pour contenir le réchauffement climatique en dessous des 2°C et bientôt la COP27, en passant par le protocole de Kyoto qui visait à réduire, entre 2008 et 2012, d'au moins 5 % par rapport au niveau de 1990 les émissions de certains gaz à effet de serre, il est évident que le réchauffement climatique et la préservation des aménités environnementales sont devenus une préoccupation mondiale. Dans ce nouveau paradigme, l'Afrique doit affirmer sa position tout en affichant ses ambitions de développement. D'où la question fondamentale suivante : Comment l'Afrique peut-elle réaliser ses aspirations écologiques sans compromettre les ressorts de son dynamisme économique? C'est à ce niveau qu'il faut placer le débat, me semble-t-il.

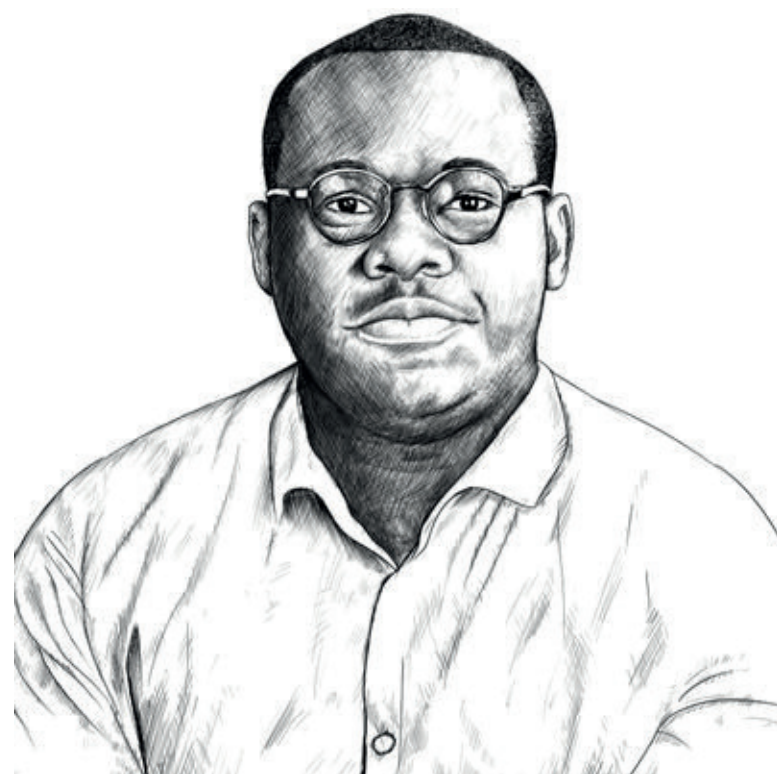
L'empreinte écologique est un indicateur qui tente de mesurer les surfaces biologiquement productives de terre et d'eau nécessaires afin de produire les ressources qu'un individu, une population ou une activité requiert ainsi que pour absorber les déchets générés. Elle est donc une comptabilité de la demande de l'espèce humaine en ressources renouvelables de la biosphère. En la matière, l'Afrique est le continent ayant la plus faible empreinte écologique par personne selon Global Footprint Network. En matière d'émissions de CO<sub>2</sub>, le continent africain contribue pour seulement 4% des émissions mondiales. Mais l'Afrique sera grandement affectée par les conséquences des dérèglements

climatiques car 75 % de sa superficie se trouve dans la bande tropicale, avec des régions semi-arides en zones subtropicales. En effet, la majorité des modèles climatiques indiquent qu'un réchauffement de 2°C au niveau mondial se traduirait par des augmentations de température localement plus élevées en Afrique. Selon la Banque mondiale, un réchauffement de 1,5°C à l'horizon 2030 conduirait à une réduction de 40% des surfaces cultivées en maïs. De Nouakchott à Lagos, la mer grignote déjà les côtes à raison de 1 mètre à 3 mètres par an et fragilise des villes qui représentent 42 % de l'économie de l'Afrique de l'Ouest et où vit le tiers de sa population. En Afrique du Sud, Le Cap voit son littoral modifié sous l'effet combiné de l'érosion côtière, de la montée des eaux et des ondes de tempêtes. Par ailleurs, plus de 400 millions de personnes vivant dans les 36 plus grands bassins versants africains connaissent une pénurie d'eau au moins un mois par an. Le cabinet de conseil Verisk Maplecroft, dans son rapport publié le 14 novembre 2018 a évalué le risque pour les actifs économiques sous la menace climatique. La part du PIB en Afrique concernée par le «risque climatique extrême» pourrait passer de 895 milliards de dollars US en 2018 à plus de 1397 milliards de dollars US en 2023. L'Afrique perd actuellement entre 7 et 15 milliards de dollars par an en raison du changement climatique.

Voilà le tableau sombre pour l'Afrique. Les conséquences seront fâcheuses pour le continent africain alors même qu'il n'est pas responsable du changement climatique. Neuf des dix pays les plus vulnérables aux changements climatiques au monde sont en Afrique subsaharienne selon l'indice de vulnérabilité climatique 2021. Il s'agit de la République centrafricaine, l'Erythrée, le Tchad, le Niger, le Libéria, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan. D'où la notion importante de justice climatique. La solution réside donc dans une forme de solidarité à l'échelle planétaire avec l'intégration de la composante “changements

climatiques” dans les coopérations internationales de développement. L'Afrique a besoin de 1300 à 1600 milliards de dollars de financement entre 2020 et 2030, pour faire face au changement climatique, d'après le rapport sur les perspectives économiques africaines en 2022 de la Banque africaine de développement (BAD). Là où le bât blesse c'est que l'engagement des 100 milliards annuels, promis par les pays industrialisés pour l'atténuation et l'adaptation climatiques dans les pays en développement, n'a pas été tenu; ce qui a poussé les pays du Sud à réclamer un nouveau mécanisme de financement à Glasgow, pour compenser leurs « pertes et préjudices ».

Du 7 novembre au 18 novembre, s'ouvre dans le Sinaï Nord en Egypte, la COP 27. Il faudra que les décideurs africains se disent que c'est une opportunité pour le continent d'assumer son destin climatique La COP27 doit être tournée vers la solidarité



Sophonie Koboude

Nord-Sud, avec des attentes fortes de la part des pays africains. Une question cruciale à mettre sur la table des négociations : le financement pour l'atténuation et l'adaptation climatiques. L'Afrique a besoin de renforcer sa capacité d'adaptation face aux changements climatiques tout en diminuant le rythme de sa pression sur l'environnement. Par ailleurs, l'Afrique doit saisir la prochaine

vague de développement à long terme qu'est la croissance verte car, contrairement à l'Asie, elle n'a pas su véritablement bénéficier de la dynamique de développement post- Seconde Guerre mondiale.

Aux négociateurs africains de faire de la COP27 celle de l'Afrique. L'Histoire frappe à la porte. A nous d'agir !

## La peur de l'échec : libérez-vous de cet esclavage mental

**I**l y a quelques années, après avoir passé 14 ans dans le secteur bancaire où je travaillais, j'ai senti que le moment était venu de passer à autre chose et de poursuivre le rêve de ma vie. Ce rêve était de devenir un consultant international en développement du capital humain. Ma mission serait d'équiper les dirigeants et les cadres en Afrique et en Europe à devenir excellents tout en étant émotionnellement intelligents. Et ceci se fera grâce à la formation et au coaching. La conviction que mon temps au sein de cette institution était arrivé à son terme était très forte, mais la peur de perdre tous les avantages ou privilèges qui y étaient attachés était

très réelle. Après avoir pris quelques jours pour réfléchir à ma décision avec ma famille et quelques amis, je savais que je devais prendre l'une des décisions les plus importantes de ma vie, à savoir quitter mon emploi pour poursuivre mon rêve ou rester en poste.

Le tableau de l'avenir était sombre, mais je savais aussi que la seule chose qui me retenait était la peur de l'inconnu et la possibilité réelle d'échouer. Voici les questions qui résonnaient dans mon esprit et qui me regardaient en face chaque jour à mon réveil.

- Que se passera-t-il si je prenais la mauvaise décision ?
- Que se passera-t-il si

j'échouais ou si je tombais en disgrâce ?

- Que penseront mes collègues banquiers de moi ?
- Quelle sera mon attitude quand je rencontrerais un jour mes anciens collègues après avoir quitté ?
- Comment vais-je prendre soin de ma famille ?

Dans cet article, nous allons d'abord voir comment la puissance de la peur de l'échec a le potentiel d'empêcher beaucoup de gens à devenir la meilleure version d'eux-mêmes et ensuite, comment nous pouvons nous libérer de cet esclavage mental.

(Suite à la page 7)

# Participation remarquée de la BOAD à Sharm El-Sheikh



L'Afrique, sans en être le principal responsable, subit le plus le phénomène du changement climatique. « Les pays de la zone UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) figurent parmi les plus vulnérables aux changements climatiques avec des conséquences dévastatrices, menaçant les perspectives de développement de la sous-région », rappelle la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). L'institution sous-régionale, bras financier des pays de l'UEMOA participe à la COP 27 qui se tient à Sharm el-Sheikh (Égypte), du 7 au 18 novembre 2022, avec une délégation conduite par son Président, Serge Ekue, et des équipes techniques en charge de l'action climatique. « La BOAD qui soutient les États de l'UEMOA dans leurs efforts d'adaptation et de résilience est présente sur le pavillon WEST AFRICA, aux côtés de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO), de l'UEMOA et du Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), réunis autour du défi commun que constitue la question des changements climatiques. », poursuit la Banque.

La COP 27 est le rendez-vous annuel des parties prenantes à l'accord sur le climat qui

permet de faire le point sur l'état de mise en œuvre des actions entreprises, de réitérer leurs engagements pris dans le cadre des Accords précédents, notamment le Pacte de Glasgow, en Ecosse. De même, les parties prenantes discutent de la Finance Climat, outil de lutte contre le changement climatique dans les pays pauvres. La Finance Climat devra édicter les principes et les enjeux majeurs qu'elle polarise. Le Secrétariat Exécutif de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), souhaite la stabilisation des concentrations de Gaz à Effet de Serre (GES) à un niveau tel qu'il empêcherait toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Un objectif qui semble ainsi s'engager encore plus dans la dynamique de la poursuite des objectifs de l'Accord de Paris de 2015, qui comptait limiter le réchauffement de la planète en deçà de 1,5 °C. La COP 27 rassemble plus de 35.000 participants. Il s'agit des représentants d'états signataires et du secteur privé, des investisseurs, des institutions de financement du développement, des délégations d'ONG et d'associations engagées pour le développement.

Joseph MB

## Déforestation : la BOAD à la manœuvre

La Banque Ouest Africaine du Développement (BOAD) est engagée dans la lutte contre la désertification et ses effets collatéraux. Pour ce faire, l'institution prévoit une vaste opération de reboisement dénommée : « 100 millions d'arbres », sur la période 2024-2034.

L'Afrique de l'Ouest, qui abrite une grande partie du désert du Sahara, est particulièrement confrontée aux effets du dérèglement climatique.

Les périodes de sécheresse plus longues, les précipitations irrégulières, les inondations récurrentes et le bouleversement des saisons, accélèrent la dégradation des terres, principale source de subsistance de centaines de millions de personnes. Une situation qui, outre l'insécurité alimentaire, pose des défis socio-économiques à l'ensemble de la région.

S'inscrivant dans la démarche de la « Grande Muraille Verte

» portée par l'Union Africaine, qui vise à planter un forêt en lisière de la totalité du Sahara traversant ainsi le continent d'ouest en est, le projet « 100 millions d'arbres » ambitionne de remédier à cette situation climatique.

« Le reboisement est une solution durable qui vise l'enrichissement des sols et la préservation de la biodiversité. A travers ce projet, la BOAD lance un véritable appel à la mobilisation et impulse des actions qui impacteront positivement la vie des populations ouest-africaines », souligne une note de l'institution.

Dans cette optique, il est annoncé une étude technique dans les jours à venir pour déterminer les zones à reboiser (dans les pays membres) prioritairement, afin d'obtenir des résultats économiques, sociaux et environnementaux rapides.

« Cette première étape sera suivie d'une phase d'opérations concrètes visant à reboi-

ser les sites sélectionnés entre les années 2024 et 2034 », précise la note.

Le financement apporté par la BOAD au projet « 100 millions d'arbres » est un outil majeur de lutte contre la désertification et un moyen de créer un écosystème durable pour tous les acteurs.

Engagé sur le long terme, le projet aura un impact qui dépasse la lutte contre les dérèglements climatiques. La préparation et la mise en place du projet permettra la création de nombreux emplois, améliorera la qualité de vie des populations locales ainsi que leur sensibilisation sur les sujets environnementaux.

L'implication des ONG, des pouvoirs publics locaux, des populations et des scientifiques est un gage de réussite de ce projet ambitieux, unique, avec un impact positif fort.

la rédaction

## BOAD : 25% des engagements en faveur du climat

**A travers un point de presse lors de la COP 27, le Président Serge EKUE est revenu sur la vision de la BOAD et les actions entreprises pour soutenir les besoins des États de l'UEMOA dans la lutte contre les changements climatiques.**

Depuis Sharm El-Sheikh en Égypte, Serge EKUE, le Président de la BOAD, a annoncé, le mercredi 9 novembre, face à la presse, que son Institution devra allouer 25% de ses engagements à la finance climat (soit 825 milliards FCFA) pour accélérer la résilience aux changements climatiques et assurer une croissance économique soutenue, stable et verte dans la zone UEMOA. La BOAD n'avait consacré que 10% de ses engagements au financement climat sur la période 2015-2019.

« Notre objectif est d'allouer 25% de nos engagements au financement climat entre 2021 et 2025, c'est de l'ordre de 1,2 milliard d'euros, avec un effet de

levier attendu de 10% auprès des fonds et des marchés des capitaux » a-t-il déclaré.

Les ressources devront aider les états de l'UEMOA à « renforcer leurs capacités à surmonter l'insécurité alimentaire à travers l'agriculture climato-intelligente », « promouvoir l'accès à l'énergie propre pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois ». De même, les dites ressources seront investies pour « développer des modèles d'urbanisation durable avec des villes vertes et des infrastructures résilientes aux changements climatiques », et « anticiper et gérer les chocs climatiques » et enfin, « inciter à la mobilisation et au verdissement du secteur financier ».

Le soutien de la Banque consistera « à soutenir le financement des actions prévues dans les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) de nos États membres. Les CDN sont les engagements à réduire les émissions nationales et à s'adapter aux impacts du changement climatique. Leur coût total est estimé à environ 100 milliards de dollars US, à l'horizon 2030 », a soutenu le président de la BOAD.

« À travers ces engagements, notre ambition est de contribuer à la réduction d'environ 18 millions de tonnes de CO2 dans la zone UEMOA, de renforcer la résilience des populations et des territoires de la zone », a-t-il poursuivi.

Le Président de la BOAD a rappelé que le plan stratégique « Djoliba », « mis en œuvre depuis janvier 2021, s'inscrit dans l'ambition de la Banque de contribuer à l'atteinte des



**25% des engagements en faveur du climat** (Suite)

# Climat et développement, l'engagement de la BOAD

*La BOAD (Banque Ouest Africaine de Développement) s'est engagée à mobiliser en faveur des États de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) davantage de ressources au profit d'actions ayant des impacts durables sur le climat.*

climatiques dans les secteurs clés tels que les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, l'agriculture durable et climato-intelligente, et les villes vertes (trans-

mix-énergétique et de promouvoir l'efficacité énergétique. La Banque aura à assurer la prise en compte des aspects climat (intégration des outils bilan-carbone, ana-



Le siège de la BOAD à Lomé, TOGO

Objectifs de Développement Durable (ODD) et prévoit des engagements annuels moyens de 659 milliards FCFA, soit un total de 3 293,5 milliards FCFA sur les cinq années à venir. » Parmi les 5 axes stratégiques de ce plan, « le 3ème qui consiste à renforcer la résilience au changement climatique, est celui qui détermine l'ambition et le positionnement Climat de la BOAD. Cette ambition est circonscrite dans la nouvelle stratégie environnement et climat 2021-2025 qui ambitionne de positionner la BOAD comme la Banque de référence au cœur de l'action environnementale et climatique pour le développement durable de l'UEMOA », précise Serge Ekue.

Selon M. Ekue : «pour atteindre ces niveaux de financements ambitieux, nous exploiterons tous les mécanismes de mobilisation de la finance climat afin de couvrir les besoins exprimés par les Etats dans leurs CDN à un niveau appréciable (au moins 10%, soit 10 milliards USD, environ 5000 milliards FCFA), à l'horizon 2025. M. EKUE réaffirmait également l'engagement de la banque aux côtés des Etats membres de l'UEMOA, sur les questions relatives aux changements climatiques : « il nous faut entrer dans une nouvelle dynamique de notre action en faveur du climat. Il nous faut valoriser notre expertise et exprimer nos engagements. Il nous faut nous projeter dans l'avenir, en consolidant nos acquis, en affirmant notre leadership et notre expertise ; Concilier Développement & Climat, certes, assurément, mais cela n'est que le point de départ, la première étape de notre nouvelle démarche ».

**D**u 7 au 18 novembre derniers, les décideurs du monde se sont rassemblés à Sharm el-Sheikh en Egypte pour discuter du climat lors de la COP 27 (vingt septième conférence des parties). Présente à la conférence, la BOAD a réaffirmé son engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique, un engagement qui découle « Plan DJOLIBA 2021- 2025 » qui avance trois axes stratégiques opérationnels et deux axes transversaux. Le « Renforcement de l'intégration régionale », avec la contribution à la création de valeur et d'emplois productifs, le « Renforcement des ressources humaines et les systèmes de gestion », et enfin, le « Renforcement de la résilience au changement climatique » avec une augmentation des capacités de financement, constituent les trois axes stratégiques. Ce dernier point, consacré à la résilience, c'est à dire à la manière d'affronter les changements climatiques,

sans souffrir de leurs conséquences, souligne que les pays d'Afrique de l'ouest sont sensibles aux conséquences du changement climatique, en particulier au bouleversement du régime de pluviosité, la transformation des saisons de culture et l'élévation du niveau des océans. La BOAD relève en conséquence que « les Etats membres sont confrontés à des besoins de financement colossaux en matière d'adaptation et d'atténuation au changement climatique, ce qui appelle à rehausser son ambition dans la mobilisation de la finance climat pour subvenir aux besoins pressants des Etats ». Et pour parvenir à ces fins, la Banque compte « poursuivre la mobilisation des ressources concessionnelles auprès des Fonds Climat au profit des Etats (financement public) », « verdir le secteur financier de l'UEMOA et promouvoir l'innovation financière pour accroître l'investissement privé en faveur du Climat », « accélérer les investissements

port et bâtiment vert) et infrastructures résilientes au climat » et ensuite, « intégrer la dimension climat dans les financements de la Banque.

## Tout pour le respect des engagements Climat

Dans l'optique du respect des engagements pris par la BOAD dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat en 2015, le Plan stratégique Djoliba entend développer une agriculture climato-intelligente en endossant un double rôle de financement et de banque de savoir. La Banque entend également encourager, « la préservation, la réhabilitation, l'extension et la gestion durable des forêts et des aménagements paysagers ». Elle évoque « le financement des activités contribuant à un développement résilient au changement climatique et à faible émission de carbone (adaptation, atténuation et résilience à long terme) ». La particularité du Plan Djoliba est qu'il permettra d'augmenter progressivement la part du renouvelable dans le

lyses des risques climatiques, etc.) dans toutes ses opérations. Et dans la droite ligne de la pérennisation de ses accréditations auprès des fonds climat, accréditations obtenues au cours de la période du Plan précédent, elle aura à continuer la mobilisation de ressources concessionnelles supplémentaires pour en faire bénéficier les pays membres. Pour ce qui est du renforcement de son expertise dans la Finance Climat, et surtout la conception et la mise en œuvre des projets, la BOAD table sur le développement des partenariats avec des organisations déjà expérimentées dans ce domaine (AFD, UNEP, INGO climat, etc.). De même, elle utilisera de manière optimale les mécanismes d'assurance à insérer en cas de besoin dans les opérations. Entre autres exemples, il y a l'extension du produit assurance récolte et le développement d'un partenariat avec l'African Risk Capacity.

Joseph MENSAH-BOBOE

# La peur de l'échec : libérez-vous de cet esclavage mental *(Suite de la page 4)*

L'échec est défini comme notre incapacité à atteindre les cibles ou les objectifs fixés, à manquer la cible ou à ne pas être à la hauteur de ce que l'on attend de nous. Pour beaucoup de gens, notre capacité à rester dans notre zone de confort est un moyen sûr et garanti pour ne pas échouer. Faire la même chose de manière répétée, suivre les mêmes schémas ou routines nous donne un sentiment de sécurité (qui peut être un faux sentiment de sécurité), celui de contrôler et de prendre notre vie en main. Cependant, dès que l'on nous demande de faire quelque chose de nouveau et de stimulant, nous pouvons nous sentir menacés.

Mon ancien emploi était bien rémunéré et plus structuré, ce qui me donnait un grand sentiment de sécurité. Il m'a fallu un certain temps pour réaliser que je vivais en dessous de mon potentiel. La vraie question était la suivante : Vais-je continuer à rester et à profiter de mon faux sentiment de sécurité ou vais-je plutôt planifier ma sortie de cette belle institution afin de réaliser le but ou la mission de ma vie ?

Zig Ziglar dit : F-E-A-R ou La P-E-U-R a deux significations : « Tout oublier et fuir » ou « Tout affronter et s'élever ». Le choix vous appartient. Une citation anonyme dit également que la peur peut être décrite comme « une fausse évidence apparaissant comme réelle ».

Est-il possible que de nombreuses personnes vivent encore sous l'emprise de la peur de l'échec en refusant d'agir ? « Les peurs sont comme des bébés ; plus on les nourrit, plus elles grandissent », font remarquer Bob et Debby Gass. Nous devons être prêts à être froidement honnêtes avec nous-mêmes et à affronter nos « et si », si nous voulons nous libérer du piège du pouvoir de la peur. La peur de l'échec peut littéralement nous paralyser en nous maintenant au même endroit et en nous rendant impuissants, démotivés, jaloux et envieux (surtout lorsque nous voyons d'autres personnes aller de l'avant). Cela peut entraîner

beaucoup de frustration et réduire notre capacité à continuer à nous battre. Cela peut également inhiber notre pouvoir de créativité et d'imagination. Ces sentiments négatifs peuvent couvrir certainement différents domaines de notre vie : famille, professionnel, affaires et autres.

Se pourrait-il qu'en lisant cet article, vous réalisiez que vous devez faire une pause, mettre de l'ordre dans votre vie et prendre une certaine décision ? Puis-je vous suggérer de vous lever et de « manger cette grenouille » ?

Voici quatre clés puissantes pour se libérer de l'esclavage de la peur : le courage, l'excellence, la persévérance et la gratitude.

- Le courage : Nelson Mandela affirme : « J'ai appris que le courage n'est pas l'absence de la peur, mais le triomphe sur elle. L'homme courageux n'est pas celui qui n'a pas peur, mais celui qui vainc cette peur. »

En grandissant, j'ai échoué à l'école et j'ai dû faire face à cette peur de l'échec. Par conséquent, quitter la banque a fait resurgir cette peur, mais l'arme puissante qu'est le courage m'a aidé à vaincre cette peur. Comme le dit Winston Churchill, « la peur est une réaction, mais le courage est une décision ». Notre capacité à surmonter la peur nous fait grandir et nous place dans une meilleure position dans la vie. Elle fait également de nous des personnes courageuses qui ont tendance à encourager les autres à faire la même chose, voire mieux.

- L'excellence est définie comme la « qualité d'être exceptionnel ou extrêmement bon ». Trouvez cette chose qui vous passionne et distinguez-vous dans ce domaine en apprenant et en excellant. Comme j'aime cette citation des Proverbes, qui dit : « Si un homme est diligent et (excellent) dans tout ce qu'il fait, il se tiendra devant des rois et non devant de simples hommes ». Selon Aristote, « l'excellence est un art qui se gagne par l'entraînement et l'accoutumance. Nous n'agissons pas correctement parce que nous avons la vertu ou l'excellence,



Patrick Sassou Abah-Dakou

mais nous les avons parce que nous avons agi correctement. Nous sommes ce que nous faisons de manière répétée. L'excellence, donc, n'est pas un acte mais une habitude. »

- La troisième clé est la persévérance. Lorsque les choses se compliquent, notre capacité à nous concentrer, à refuser le découragement et à rester optimiste nous distinguera des autres. Winston Churchill a dit un jour en plaisantant : « Je suis un optimiste. Il ne semble pas très utile d'être autre chose ». Nelson Mandela remarque : « Un gagnant est un rêveur qui n'abandonne jamais ».

- La dernière clé est la gratitude. La gratitude a le

pouvoir de nous aider à nous concentrer sur le présent et de nous donner de l'espoir pour l'avenir. Melody Beattie le dit si bien : « La gratitude transforme ce que nous avons en assez, et même plus. Elle transforme le déni en acceptation, le chaos en ordre, la confusion en clarté... Elle donne un sens à notre passé, apporte la paix pour aujourd'hui et crée une vision pour demain. » « La gratitude nous libère de la prison de l'auto-préoccupation », selon John Ortberg et nous libère de la peur de l'échec.

Zig Ziglar n'est pas indifférent au sujet et dit : « La gratitude est la plus saine de toutes les émotions humaines. Plus vous exprimez votre gratitude pour ce que vous avez, plus vous avez

de chances d'avoir encore plus de raisons d'exprimer votre gratitude. »

En conclusion, avec le recul, je pense avoir pris l'une des meilleures décisions de ma vie en quittant mon ancien lieu de travail. Aujourd'hui, j'ai la possibilité de former, d'équiper et de coacher de nombreux leaders en Afrique et au-delà. Je suis très reconnaissant de pouvoir avoir un impact sur de nombreuses vies. Comme c'est gratifiant et enrichissant de faire ce pour quoi on sait qu'on est né ! L'avenir est radieux.

La peur de l'échec est réelle, mais décidez de vous libérer de cet esclavage mental en faisant cette chose que vous avez peur de faire. « Mangez cette grenouille » - un livre de Brian Tracy.

Patrick Sassou Abah-Dakou, Fondateur et Directeur Général du Cabinet P&F Coaching International, Consultant et Facilitateur international, Coach certifié en intelligence émotionnelle et en leadership, Coach certifié et membre de ICF (International Coaching Federation), Coach certifié Erickson Coaching International. Patrick a formé plus de 800 cadres moyens et supérieurs de 19 entreprises dans plus de 18 pays d'Afrique et d'Europe en Leadership et en Intelligence émotionnelle.  
patrick@pfcoaching.online ; contact@pfcoaching.online

**Patrick Sassou Abah-Dakou**



**IMAGINE DEMAIN**

Bimensuel togolais d'information générale

Révisé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

**Directeur de publication:**

**Tété B. MENSAB-BOBOE**

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

**Média-consultant:**

Jean-François Pollet

**Comité de Rédaction:**

Joseph Mensah-Boboe

Cécile SOSSOU

**Service commercial:**

(+228) 70353590 / 93231786 / 79483748

**Mise en page**

LA KOM SarLU  
+228 99 58 16 13

**Imprimerie**

Light Print, Qt Forever

**Distribution**

DAMALI Kossi

Tirage: 1000 exemplaires)

**Contacts**

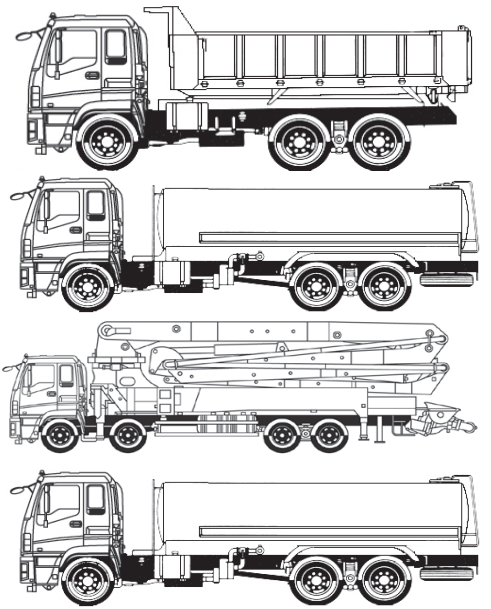
Avepozo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786

# ISUZU

Avec vous, pour le long terme!

## POSSIBILITÉ ILLIMITÉES



**ISUZU D-MAX**  
L'ORIGINALITÉ REDEFINIE

**3.0 TURBO DIESEL INTERCOOLER**

**4x4**

**ISUZU**  
ALL-NEW **MUX**  
YOUR POWER RIDE



2556 Boulevard de la Paix, Tokoin Aéroport, 08BP. 8535, Lomé-TOGO  
Tél. +228 22 61 27 76/77/78, Mob. +228 97 10 94 94, info@diwatg.com, www.diwatg.com